

# Plainte Officielle du Syndicat des Droits de l'Homme pour la Justice (SDHJ) et Comité Citoyen

Le document présenté est une **plainte officielle** déposée par le **Syndicat des Droits de l'Homme pour la Justice (SDHJ)** et un **comité citoyen**, visant à dénoncer des crimes graves, notamment des **crimes contre l'humanité, génocide, détournement de fonds publics**, et bien d'autres infractions.

## Contexte et Parties Impliquées

- **Plainte adressée à :**
  1. Cour Pénale Internationale (CPI)
  2. Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH)
  3. Instances judiciaires et administratives en France et outre-mer.
- **Accusés principaux :**
  1. Emmanuel Macron et l'ensemble des présidents, ministres, parlementaires, et membres d'institutions depuis 1958.
  2. Diverses organisations publiques et privées impliquées.

## Accusations Principales

- **Infractions reprochées :**
  1. Détournement de fonds publics
  2. Escroquerie en bande organisée
  3. Génocide
  4. Réduction en esclavage
  5. Corruption
  6. Association de malfaiteurs
- **Cibles désignées :**
  1. Banques et organismes de crédit
  2. Administrations publiques
  3. Acteurs économiques et politiques.

## Arguments Développés

### Haute Trahison et Perte de Souveraineté Nationale

[La France aurait été transformée en entreprise dès 1947](#), sans consultation populaire, entraînant une exploitation abusive de la population et une perte de souveraineté nationale.

## Illégalité des Institutions

La Constitution de 1958 (Vème République) et d'autres Constitutions sont qualifiées de non légales, remettant en cause :

- La légitimité des lois
- Les élections
- Les institutions

## Exploitation Économique et Sociale

- **Détournements massifs d'argent public** via des mécanismes opaques tels que l'URSSAF.
- **Spéculation financière** impliquant des fonds sociaux.

## Répressions et Conséquences Humaines

Les politiques menées sont assimilées à des **crimes contre l'humanité**, causant :

- Des morts prématurées
- Des destructions sociales

## Réclamations

- **Rétablissement des droits fondamentaux** pour le peuple.
- **Annulation des décisions** jugées illégitimes.
- **Réparations** pour les préjudices subis par la population.
- Révision des contrats liant la France à des entités économiques internationales et des institutions politiques.

## Contenu du Document

Le document inclut :

- Des **preuves et annexes** détaillées.
- Des critiques concernant :
  1. L'éducation nationale
  2. Les lois fiscales
  3. Les analyses économiques
- Une dénonciation globale de ce qui est perçu comme une **exploitation systémique des citoyens** par des élites politiques et économiques.

## Conclusion

Cette plainte représente une démarche collective visant à dénoncer des abus systémiques et à exiger une révision complète des institutions politiques et économiques afin de restaurer la justice et la souveraineté populaire.

Pièce:

plainte\_crime\_contre\_l\_humanite.pdf

From:

<https://www.sui-juris.fr/wiki/> - :Res-sources sui-juris.

Permanent link:

<https://www.sui-juris.fr/wiki/doku.php?id=dossiers-generaux:plainte-sdhj&rev=1736799165>

Last update: **2025/01/13 21:12**

